

RÉCAP PLCMUN

Petits mots de nos chairs Lola et Victorien :

Face aux différents conflits dans le monde, c'est extrêmement important pour nous de parler de l'**enjeu de mémoire** car c'est un sujet moral. Afin de diffuser une **paix durable**, avoir et écrire une culture marquée sur le long terme pour les populations et prévenir la perte d'identité. Ensuite pour le 2e topic, l'**ingérence** représente une réalité de processus **international**. Avec les **nouvelles technologies** comme l'IA il est de moins en moins possible de gérer toute l'attention face à ce sujet. Nous souhaitons une réponse collective en essayant de renforcer la transparence des actions influentes et permettre une coopération internationale et l'élaboration de cadres communs. Pour le choix des pays il y avait une limite, c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas sélectionner tous les pays. Donc comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Rwanda ou le Tchad ce sont des pays qui ne sont pas souvent représentés lors du MUN et qu'on a donc voulu mettre en valeur. Il fallait aussi avoir un équilibre entre 2 Topics et une alliance entre les pays colonisateurs qui exploitent les ressources et ceux qui en sont victimes.



Pays du comité : Tchad, Allemagne, Colombie, Turquie, Corée du Sud, Afghanistan, Suisse, France, Norvège, Thaïlande, Royaume-Uni, Pologne, États-Unis, Azerbaïdjan, Rwanda, Russie, Japon, Arménie, Vénézuéla

Sources : *The Conversation* ; Université de Poitiers : sciences et société ; UNESCO : conservation du patrimoine ; Géoconfluences ; HATVP



1er topic : Les enjeux de mémoire et de réparation post conflit

2e topic : Les ingérences étrangères dans les processus politiques internationaux

Durant ces 2 jours de débats les délégués vont débattre autour de 2 topics.

Le premier Topic traite des enjeux de mémoire et de réparation post conflit. C'est un enjeu politique central qui se construit sur la durée. L'important est de consolider la paix et la sécurité de l'État dévasté par la guerre. Il faut aussi atteindre un développement socio-économique durable dans ce pays. Cela est complexe pour les instances gouvernementales publiques comme les écoles, les hôpitaux ou les tribunaux. Il est nécessaire de faire fonctionner ces lieux où l'État peut redevenir visible et utile aux yeux de la population et permet d'y rétablir la confiance. C'est la légitimité de l'État et la prévention du retour à la violence qui sont en jeu. Sans institutions perçues comme légitimes et sans services publics accessibles, la paix peut demeurer très fragile. De plus la fonction publique est souvent affaiblie, et reconstituer une administration compétente est essentiel mais politiquement sensible.

Le deuxième Topic concerne les ingérences étrangères dans les processus de politique internationale. Je voudrais expliquer le terme "d'ingérence" : en droit international, c'est le fait pour un État ou une organisation internationale d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays tiers, sans son consentement. Une telle intervention va à l'encontre de la notion de « pleine et entière souveraineté des États ». La Charte de l'ONU repose sur la souveraineté des États, et donc le principe de la non-ingérence et la résolution pacifique des conflits. L'ingérence est accentuée de nos jours par la vitesse d'évolution de nouveaux usages comme les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle notamment.

JOUR 1

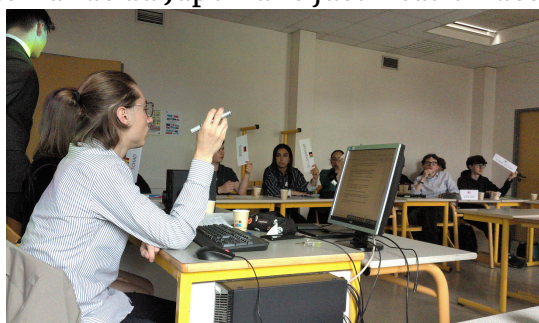
Récapitulatif des débats, le matin :

Aujourd'hui, le mercredi 6 mai le 1er débat a tourné autour du 1er topic : les enjeux de mémoire. Le matin la séance s'est divisée en trois : débat formel avec la lecture de quelques résolutions de certains pays, puis un débat informel où l'objectif est de faire des alliances entre pays. Puis ils sont repassés en débat formel. Durant ces débats, il faut utiliser un vocabulaire soutenu et demander la parole à la présidence, d'ailleurs ce sont eux qui gèrent le débat.



L'après-midi :

L'après midi, la séance a commencé avec la lecture des résolutions écrites par nos délégués. La délégation du Venezuela qui en était signataire a lu la résolution, avec notamment la proposition de la mise en place d'un fond commun, la sensibilisation de la population en passant par les écoles et une mobilisation globale face à cet enjeu. Le Tchad et la Norvège était votants. Puis les États-Unis ont lu leur résolution ; ils souhaitaient des réparations internationales dans les pays où il y a eu des conflits et la mise en place d'infrastructures pour la santé mentale des populations. Après quelques amendements la résolution a été adoptée avec 14 délégations votants pour. Après le vote, nos présidents ont introduit le 2e topic, les ingérences étrangères, avec une vidéo de Géopoliticus. Puis quelques délégations ont lu leurs résolutions, comme la Russie qui a proposé une définition du terme ingérence étrangère, voulait que les états restent libres de choisir leur système politique et leurs dirigeants. Le Venezuela souhaitait un groupe contre la désinformation, un indice sur le niveau d'ingérence à l'intérieur de chaque pays, et la formation des personnes âgées à l'informatique. Et les États-Unis condamnaient toutes les formes d'ingérence, voulaient des législations plus strictes et refusaient l'achat de publicité par d'autres pays lors des campagnes électorales d'un état. Les délégués du Venezuela et des États-Unis ont discuté de manière polémique sur l'enlèvement de Maduro par les États-Unis, qui constitue une ingérence. Le Venezuela dénonçait un acte contraire à la démocratie tandis que les E-U parlaient d'une simple opération de maintien de la paix. Les délégations ont ensuite discuté des ingérences et des guerres causées par la Russie. L'Azerbaïdjan a demandé au Japon une justification des crimes de guerres provoqués en Chine.



Puis la délégation du Japon et d'Israël ont dû lire leurs résolutions. Le dialogue a tourné autour du trafic de drogues avec les E-U qui rappellent lutter contre. Et le Japon et Israël les ont soutenus constamment au cours du débat. Le Rwanda a aussi posé des questions au délégué du Japon sur le trafic de drogues de synthèse. Ce dernier assure que ce ne sont pas les mêmes échelles qu'au Venezuela ou en Colombie. Enfin, cette journée s'est finie sur un débat informel.



Récapitulatif des débats, le matin :

Ce matin, le 7 mai, les chairs précisent que le débat est basé sur : trouver des solutions entre pays sur ce 2e topic. La discussion entre les délégués débutent en débat formel. Les États-Unis demandent d'abord comment faire face aux faux sites venant de Russie. En réponse le délégué de Russie affirme que ces sites ne sont pas officiellement russes et qu'il y a des commissions spécialisées de cybersécurité afin de les trouver. Ensuite, la Norvège déclare être prête à coopérer avec toutes les autres délégations, et le Venezuela demande de l'aide à l'ONU contre la désinformation. Au même moment le Rwanda réclame des mesures internationales face aux ingérences, et les États-Unis attaquent ce dernier en parlant des ingérences que le Rwanda a. La déléguée du Venezuela condamne le manque de rapidité avec l'ONU et souhaite améliorer la démocratie, et qu'un État ne soit pas le seul à décider face à une ingérence qui a lieu dans son pays. La déléguée de l'Azerbaïdjan accuse les pays occidentaux et européens de dominer le débat pour la seule raison de leur richesse, et elle souhaite des sanctions contre ces pays. La déléguée de l'ONU a demandé à l'Azerbaïdjan de préciser quelles sanctions étaient souhaitées. Après cette 1ère discussion, les délégués ont voté pour passer en débat informel afin de rédiger les résolutions. Enfin, ils sont repassés en débat formel pour voter ces résolutions. La présidence a rajouté une condition : l'abstention est interdite. Le but : que toutes les délégations se prêtent au débat et votent. La résolution gagnante est encore celle des États-Unis et du Japon, bravo à eux ! Ils proposent notamment une définition du droit d'ingérence et une autorisation des casques bleus à intervenir dans ces zones de conflit. La résolution a été votée par 13 délégués. C'est donc la fin de cette modélisation de l'ONU, merci à chaque délégué pour leur engagement dans les débats et aux chairs pour avoir géré les débats de manière bienveillante.



Interviews

Au cours de cette expérience j'ai eu l'occasion d'interroger de nombreux délégués ainsi que nos chairs.

Asma, déléguée de l'Afghanistan : Je suis à Balzac en STMG et on a été forcés à participer par nos professeurs, mais je suis quand même heureuse d'être là et d'avoir été poussée, parce que c'est une super expérience. C'est hyper intéressant de s'informer sur des sujets qu'on ne verrait pas dans notre cursus au lycée, et aussi de débattre avec des personnes plus calées sur ces débats. Si l'expérience était à refaire je dirais oui !

Gustave, délégué de la Russie, élève de PLC : Ça a été dur car on m'a beaucoup attaqué sur la guerre en Ukraine. Et aussi pour se préparer c'était pas facile notamment d'être la Russie, pour un premier MUN c'est pas forcément évident. Mais c'est assez sympa, par contre on sent que certaines personnes ont été forcées. Elles ne participent pas trop et les débats ont plus tendance à tourner en rond et les votent pourraient être différents s'ils votaient, certaines résolutions auraient pu être adoptées.

Hugo, délégué du Japon, élève de PLC : C'est une super expérience, très enrichissante, ça nous apprend aussi à être plus à l'aise à l'oral. On a rencontré des gens super agréables et les présidents sont très organisés !

Sarah, déléguée du Venezuela : Moi je suis à Choiseul, et on en avait déjà fait un en décembre, mais c'était un peu différent. Par exemple on n'avait pas de staff ou de journalistes, et donc je trouve que ici c'est plus réaliste, et ça nous montre comment c'est dans la vraie vie. J'ai trouvé que c'était assez dur de travailler toute seule sans professeur, et on n'était pas beaucoup à venir de notre lycée. C'est finalement une bonne surprise. Je suis contente de pouvoir participer et d'avoir rencontré des gens. Entre lycées on se connaît pas trop donc c'était super. Et on se rend compte du travail incroyable effectué par le staff et l'organisation.

Nos chairs Lola et Victorien : Au début, les débats étaient timides, et puis au fur et à mesure ça a été plus fluide. Vu qu'il n'y a pas d'IA, les débats sont plus vivants et tout le monde a participé. C'est dynamique et globalement la position des pays est respectée.